

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18298 - 71ÈME ANNÉE

L'union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile présente le coût de la première étape du programme de 20 ans

Pour une Réunion nouvelle à la Région : transparence, sérieux budgétaire et responsabilité financière



Julien Magamootoo, Patrick Lebreton, Catherine Gaud et Maurice Gironcel.

Pour une Réunion nouvelle annonce 5,5 milliards d'euros d'investissement pour les 20 prochaines années. La première étape de ce plan, ce sont les élections régionales. Patrick Lebreton a décliné hier les 2 milliards de projets prévus pour la période 2015-2021. Ce programme sera la priorité et un audit réalisé dès le changement de majorité à la Région afin de connaître précisément les dépenses superflues. La nouvelle route du littoral, NRL, sera la variable d'ajustement. Autrement dit, ce programme ne devra pas être remis en cause par un dérapage du coût du chantier lancé avec une incroyable légèreté par Didier Robert et ses amis.

Aux côtés de Patrick Lebreton tête de liste de l'union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile, Pour une Réunion nouvelle était représentée par Maurice Giron-

cel, secrétaire général du PCR, Catherine Gaud, membre de Terla, et Julien Magamootoo.

Patrick Lebreton fait tout d'abord le bilan de la gestion de Didier Robert.

« Il a fragilisé financièrement sa commune. Président de la CASud, Didier Robert a laissé derrière lui une ardoise conséquente que les usagers continuent de payer ». Il y

voit « la marque de fabrique et constante de sa gestion des fonds publics ».

« Didier Robert est un mauvais gestionnaire récemment épinglé par la revue Capital qui a dû classer notre région parmi les plus mal gérées de France », déplore la tête de liste de Pour une Réunion nouvelle. Le clientélisme imprègne donc fortement « le système Didier Robert ». Dernier exemple en date, un dossier du Quotidien sur la Nouvelle route du littoral. « La vérité éclate et Didier Robert ne peut plus cacher ses mensonges ».

Non à « la banqueroute du littoral »

Patrick Lebreton a été le premier à dénoncer « la banqueroute du littoral ». Devant le flou qui entoure le prix de cette route, « dans notre mandat, la NRL sera la variable d'ajustement. Plus que jamais tout le monde sent la nécessité d'un audit ». « Nous avons dénoncé le dérapage financier programmé de ce gros chantier de cette majorité régionale », affirme le député-maire de Saint-Joseph, « tout le monde conclut que NRL coûtera plus que 1,6 milliard d'euros. La Région le savait. Les Réunionnais paieront la facture ».

Pour Patrick Lebreton, l'importance est d'éclairer les électeurs, pas de les éblouir ou les aveugler. Il constate que les promesses de la campagne de 2010 n'ont pas été réalisées. Seul le chantier de la NRL a été lancé. L'autoroute de la mer entre les ports de Bois-Rouge et du Gol n'a pas connu la moindre amorce de commencement, tout comme la liaison rapide entre Saint-Benoît et Saint-Pierre en passant par les plaines.

Quant aux promesses du président sortant, elles révèlent le manque de sérieux. L'élargissement du dispositif aux Réunionnais de France avec le même montant que le dispositif actuel n'est pas réaliste. La construction d'un port à Bois-Rouge coûtera entre 700 millions d'euros et un milliard, mais Didier Robert affirme que cela ne dépassera pas 200 millions.

Le candidat de l'union fustige aussi Ibrahim Patel qui utilise aujourd'hui le fichier de la CCIR pour faire des appels pour la campagne de Didier Robert.

Audit financier et organisationnel

Patrick Lebreton met en avant le sé-

rieux budgétaire de son projet, conçu pour être réalisé sur plusieurs mandats. C'est pourquoi l'union sur un programme avec le PCR s'est accompagnée de la création du Comité de parrainage présidé par Paul Vergès, qui est avec Pierre Lagourgue un des deux grands présidents de Région que La Réunion ait connu. C'est un projet sur 20 ans, avec une première partie qui sera mise en œuvre au cours des 6 ans à venir. « La NRL sera la variable d'ajustement du projet que nous mettrons en place ».

Patrick Lebreton commandera un audit financier et organisationnel pour faire toute la lumière sur le fonctionnement de la Région. L'audit commande la chasse au gaspillage. Il faudra rationaliser les moyens.

Transparence

Les résultats de cet audit seront connus de tous les Réunionnais. « Il faudra rendre compte. Ce principe de transparence est inscrit dans notre gestion, cela découle de la charte de principe de Terla », précise la tête de liste de l'union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile, « après cela, nous pourrions prioriser nos chantiers et notre programme d'actions ».

Il place la future gestion régionale « sous le sceau de la responsabilité financière ». « Nous ne pourrions pas tout faire en un seul mandat, et tous ceux qui disent qu'ils feront tout dans ce mandat sont des menteurs », affirme-t-il. « Au premier et au deuxième tour, on part sur ces valeurs ».

2 milliards sur 6 ans

Pour une Réunion nouvelle a un projet de 5,5 milliards d'euros, hors NRL, à réaliser sur plusieurs mandats. Pour la période 2015-2021, 2 milliards d'euros d'investissements sont prévus.

Ils se déclinent de la manière suivante :

Plan d'urgence pour les entreprises, 200 millions d'euros pour les artisans, petits commerçants. « Cela existe dans d'autres régions ».

Projet aéroportuaire commun à Gillot et Pierrefond : 260 millions d'euros. Une part sera consacrée à la base low-cost de Pierrefond, à l'installation dans l'aéroport du Sud d'une plate-forme de sécurité civile et militaire, avec la délocalisation de la base aérienne de Gillot.

Programme portuaire, 50 millions

d'euros.

Politique des transports : 510 millions d'euros dont

80 millions pour réaliser les études du TCSP entre Saint-Benoît et Saint-Pierre, notamment pour trouver le site sur lequel passera l'infrastructure.

Déviations haute de Saint-Benoît : 130 millions d'euros

Route des plaines : 90 millions

Rocade du Tampon : 130 millions

Dernière section de la déviation de Saint-Joseph : 120 millions d'euros

Des fonds seront consacrés à la modernisation de la RN2 entre Sainte-Anne et le Grand-Brûlé, avec éradication des radiers et élargissement des ponts.

La création de deux grands services : 90 millions d'euros.

Projet d'économie circulaire : 300 millions

Politique d'éducation, 100 millions d'euros pour 3 nouveaux lycées, avec éventuellement en plus un CFA des métiers du sport, de la culture et du numérique d'un montant estimé entre 35 et 40 millions.

Logement : 200 millions d'euros

Plan d'aménagement des hauts : 80 millions d'euros.

Université indianocéanique : 200 millions d'euros

Finie l'opacité

Julien Magamootoo indique que cette politique de responsabilité financière sera dotée d'outils de pilotage. Elle s'appuiera sur un indice de performance pour chaque subvention, aide, pour avoir un retour sur investissement. Ce sera un instrument régulier pour évaluer les politiques tous les mois.

Ce sera donc une gouvernance qui se basera sur la transparence. Aujourd'hui, l'accès aux documents de la Région comme le compte administratif sont très difficiles. Le site de la Région Réunion est le plus opaque de celui toutes les Régions. « Il est impératif d'être en transparence, car la critique une condition essentielle à la démocratie », souligne Julien Magamootoo. L'Union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile est « pour une nouvelle gouvernance qui n'a pas peur de la critique pour faire avancer cette Région Réunion ».

M.M.

Édito

COP21 : que diront les Réunionnais du futur ?

La COP21 a été lancée lundi sous un format inhabituel. Les chefs d'État et de gouvernement étaient les premiers à s'exprimer alors que généralement ils viennent conclure les réunions de ce type. Le but est de donner une impulsion suffisante pour faciliter les négociations. Cela a permis la conclusion de plusieurs initiatives actées directement par les plus hauts responsables. Les discussions vont se poursuivre avant que le volet politique ne reprenne le dessus, avec la venue des ministres de l'Environnement la semaine prochaine. Les discours ont montré une prise de conscience partagée sur la nécessité d'un accord, il restera à conclure ses intentions dans le futur Traité de Paris.

Au cours des interventions, les îles se sont exprimées. Il est clair que des peuples insulaires jouent leur survie. Les îles sont en première ligne face au changement climatique. Si elles sont sauvées, alors le monde sera sauvé a dit en substance le Premier ministre de Tuvalu, un pays appelé à disparaître dans les décennies à venir si rien ne change.

La Réunion est aussi une île. Elle est donc concernée par les menaces. Si notre nature montagnaise nous protège d'une disparition à court terme, il n'en reste pas moins que nous connaissons les effets de la montée du niveau de l'océan. Le dérèglement climatique se manifeste par des phénomènes comme la sécheresse, face auxquels nous n'avons aucun moyen de fuir pour nous protéger. Il faudra donc s'adapter.

La lutte contre le changement climatique est donc devenue une préoccupation urgente pour les insulaires, c'est ce que rappellent les discours des représentants de ces pays.

Ces faits montrent une coupure entre la classe politique réunionnaise et la réalité. Car de la COP21 et de son importance, il n'est que très rarement question en ce moment dans notre île. Fidèle à sa ligne de conduite depuis 20 ans sur ce sujet, le PCR informe l'opinion de ces enjeux. L'élection régionale aurait pu être en effet un moment d'expliquer à la population que le changement climatique n'est plus une lointaine menace, mais qu'il est déjà présent et qu'il va être le facteur qui pèsera le plus sur les décisions.

Quand cette période de l'histoire réunionnaise sera étudiée par les générations futures, elles ne manqueront pas de constater qu'au moment où le monde cherchait une solution pour échapper à la catastrophe, ce n'était pas le sujet à la mode à La Réunion.

Quel jugement porteront les Réunionnais du futur sur cette génération de responsables politiques ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Bilan désastreux de cinq ans de Didier Robert à la tête de la collectivité régionale

Le gaspillage règne à la Région

Hier lors de la conférence de presse de Pour une Réunion nouvelle, Catherine Gaud, conseillère régionale sortante, a fait le bilan de 5 ans de gestion de la Région Réunion par Didier Robert.

Catherine Gaud revient sur la gestion de la Région épinglée par la Chambre régionale des Comptes. C'était déjà le cas après son passage à la mairie du Tampon et à la CA Sud. « Nous avons assisté avec beaucoup de peine à la dégradation financière de la région, à la distribution pour des raisons copains-coquins et électoralistes ». Elle dénonce « Didier Robert roi de la communication, avec un budget multiplié par trois en com, mais qui devenait très désagréable quand on lui mettait sous le nez les faits ». La conseillère régionale sortante égrène quelques chiffres révélateurs. Entre 2010 et 2015, les frais de personnel sont passés de 65 millions à 120 millions, quasiment le double. La justification des transferts de personnels du fait de la décentralisation sont très loin d'expliquer les recrutements, car ses transferts étaient déjà faits en 2010. Pour Catherine Gaud, cette croissance importante découle de nombreux recrutements sur une base politique.

Explosion des dépenses de fonctionnement

La gestion de Didier Robert, c'est l'explosion des dépenses de fonctionnement.

Le budget prévisionnel de l'Alliance en 2010 prévoyait 272 millions d'euros. Celui de 2015 provisionne 379 millions d'euros.

Elle rappelle ensuite la hausse du budget de fonctionnement au regard des comptes administratifs. Il était de 250 millions d'euros en 2010, de 372 millions d'euros en 2012, de 394 millions en 2014. Le dernier correctif budgétaire fait monter ces dépenses de fonctionnement à 405 millions d'euros pour 2015.

Entre 2010 et 2014, ce sont donc 55 % d'augmentation du budget de fonctionnement.

« Didier Robert est pris en flagrant délit de mensonge budgétaire », poursuit-elle. La trajectoire budgétaire issue du rapport Klopfer préconisait ce qui était soutenable si le coût NRL ne dépassait pas 1,6

milliard d'euros. La référence est l'épargne brute, qui doit être en 2015 de 162,2 millions d'euros.

« Didier Robert a affirmé dans la presse que ce montant est de 165 millions. Il ment, c'était le chiffre de 2014. Pour 2015 la réalité c'est une épargne brute de 141,6 millions. Avec toutes les dépenses faites, la Région n'a pas la capacité de financer la NRL au prix 2010 si elle ne serre pas les boulons ailleurs ».

Et de rappeler que sous la majorité précédente, malgré la réalisation de la route des Tamarins, l'épargne brute était de 186,2 millions d'euros en 2010.

Salaires, subventions...

Catherine Gaud pointe aussi le doigt sur l'explosion des SPL, sociétés publiques d'aménagement, avec des PDG rémunérés. 4 ont été créées. L'exemple le plus scandaleux est la SPL Maraina, avec Didier Robert PDG de 2010 à novembre 2014 qui percevait une rémunération estimée à 8.000 euros qui n'était pas soumise à l'écrêtement, et donc allait intégralement dans la poche du président de Région. De plus, Maraina déficitaire pendant toutes les années où Didier Robert en était le PDG. Catherine Gaud rappelle que quand Paul Vergès présidait Maraina, il avait refusé de percevoir une rémunération.

Maraina déficitaire pendant toutes les années où Didier Robert était PDG.

Le gaspillage d'argent public touche aussi les opérations immobilières. C'est l'exemple de l'île de La Réunion Tourisme, association subventionnée par la Région Réunion, qui paie un loyer de 35000 euros par mois. Celui de la Maison des grands chantiers, un espace de réalité virtuelle au public très rare, reste inconnu des représentants du peuple. Catherine Gaud souligne aussi le scandale de l'achat du domaine de Montgaillard pour 13 millions d'euros hors taxes, soit largement au-dessus du prix estimé par les Domaines.

Elle revient aussi sur les 350.000 eu-

ros dépensés pour des voyages en Australie à Adelaide avec zéro euro de retour sur investissement. Elle constate également les 11 voyages aux Seychelles dont 8 du président de Région sans aucun rapport pour La Réunion. Le carnaval des Seychelles était aussi un moyen de dépenser de l'argent des Réunionnais pour y participer, mais aussi pour financer son organisation à hauteur de plusieurs dizaines de milliers d'euros pour l'organisation du carnaval des Seychelles.

La politique des copains-coquins trouve une autre illustration dans la suppression du service de coopération régionale de la Région Réunion, et la sous-traitance confiée au Club Export, dirigé par le frère de Fabienne Couapel-Sauret, vice-présidente de la Région. Rien que pour 2015, la structure du frère de Fabienne Couapel-Sauret a reçu 600.000 euros de subventions sans compter le coût des missions.

Le président voyageur

Hawaï, Shanghai, New York et même Montélimar... la liste des voyages de Didier Robert payés par le contribuable sans aucun retour pour La Réunion est impressionnante.

Tous ces séjours n'ont donné lieu à aucun compte rendu de mission. Cette opacité contraste avec la transparence qui était la règle sous la présidence de Paul Vergès.

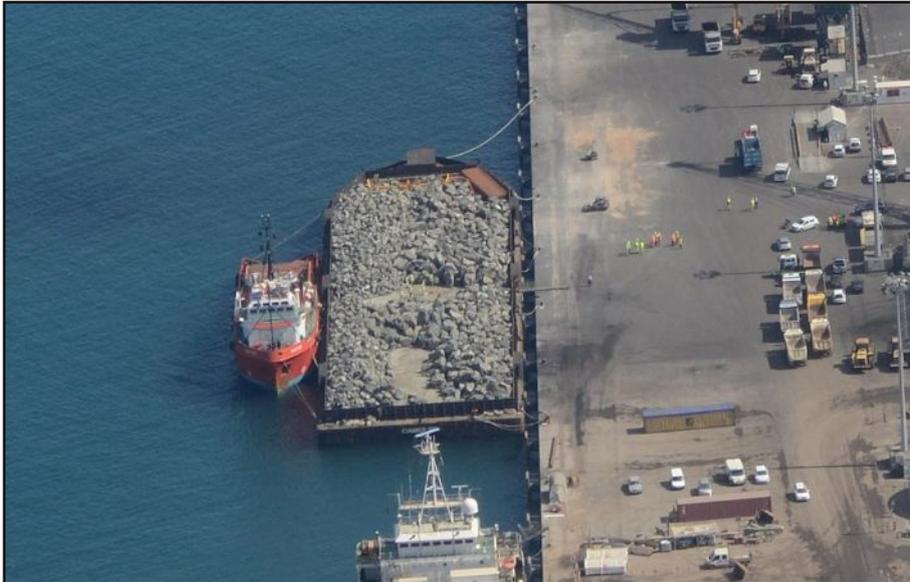
Sur la continuité territoriale, les 24 millions votés lors du budget prévisionnel sont déjà complétés par un ajout de 7 millions suite à une décision modificative. Fin 2010, la part de la Région était de 8 millions à parité avec l'État pour un total de 16 millions.

Plutôt que de lutter pour une égalité des Réunionnais aient droit à la continuité territoriale comme les Corses, Didier Robert est allé pêcher dans la poche des Réunionnais. « Cette gabegie explique que l'épargne ait diminué. Il est plus que temps de mettre un terme à cette gestion ».

Le plus gros scandale

NRL : les 2 milliards d'euros seront dépassés

Lors de la conférence de presse tenue hier par Pour une Réunion nouvelle, Catherine Gaud a expliqué l'ampleur du scandale de la nouvelle route du littoral.



Pour poursuivre un chantier de construction de route, c'est l'importation de roches de Madagascar. Voilà une illustration de la gestion Didier Robert.

En 2010, Didier Robert a arrêté le projet de route du littoral qui était prévu dans les accords de Matignon1. Elle était financée, et il n'y aurait pas eu ce décalage pour embaucher les Réunionnais. En plus le tram-train était prévu.

L'accord de Matignon2 signé par Didier Robert fait perdre plusieurs centaines de millions d'euros aux Réunionnais, car toutes les augmentations de coût seront prises en charge à 100 % pour la Région. Et toujours pas d'expertise financière pour estimer le coût de la NRL alors que c'était fait pour le tram-train.

Marché sincère ?

« Le projet de NRL revient comme un boomerang. Les événements nous donnent raison », constate Catherine Gaud. « La Région paie le prix d'un choix obstiné fait avec beaucoup de légèreté. Comment lancer le chantier sans avoir la matière première ?

On voit arriver des roches pas seulement massive de Madagascar sans que le coût ait été estimé. Le choix fait voler en éclat la décision de la commission d'appel d'offres.

« La commission appel d'offres avait choisi le moins disant Bouygues-Vinci car il n'y avait pas d'importa-

tion de galet. Etait-ce bien sincère ? Les élus n'ont pas eu les documents avant et après la commission d'appel d'offres. Yasmina Panshbaya a refusé de prendre part au vote. Là-dessus pèsent des problèmes majeurs que nous pouvons financièrement payer très cher ».

Elle rappelle qu'en 2013 « Paul Vergès avait annoncé qu'il y avait des démarches pour l'ouverture d'une carrière à Madagascar pour alimenter le projet de la route en mer. La Région avait alors démenti cette information. Aujourd'hui, la réalité a fini par s'imposer.

Sur le dossier de l'importation de roches malgaches, « la Région se substitue au groupement défaillant et va assumer le coût, est-ce légal ? »

Dérapiage inévitable

Enfin, Didier Robert semble découvrir qu'il existe un index du BTP, « qui augmente entre 2 et 3 % par an ». « Légèreté ou malhonnêteté ? », poursuit la candidate de Pour une Réunion nouvelle, « sans oublier les aléas de chantier, avec un sous-sol bien différent dans l'océan Indien ». La Chambre régionale des comptes prévoit un surcoût de plusieurs centaines de millions, ce qui fait dépasser les 2 milliards. La facture pourrait donc très bien être comprise entre 2,3 et 2,5 milliards donc un coût très important pour les Réunionnais.

Emplois verts : honteuse exploitation du chômage

La conférence de presse de Pour une Réunion nouvelle a souligné hier une des dérives de la gestion de Didier Robert à la Région Réunion.

Catherine Gaud fait un zoom sur la gestion « complètement politicienne avec une préoccupation uniquement électorale » des emplois verts. Ces Réunionnais au chômage recrutés sur des contrats précaires ont été choisis de façons très spécifiques. Une plate-forme emploi-vert gérée par des proches de Didier Robert ont tous les pouvoirs. Le coût du dispositif a explosé, il est passé de 4 millions d'euros en 2010 à 21,4 millions en 2014.

Ces travailleurs n'ont pas eu de formation, et la Région n'a jamais publié le moindre chiffre sur l'insertion professionnelle des bénéficiaires de ces emplois aidés.

« Ces personnes ont été manipulées. On a profité de leur vulnérabilité pour qu'elles fassent masse lors des manifestations de Didier Robert », rappelle Catherine Gaud, « elles ont été obligées de signer leur présence pour le rassemblement devant la préfecture » organisé par le président de la Région contre le gouvernement.

Les voix des plus menacés s'expriment à la COP21

« Si nous sauvons Tuvalu, nous sauvons le monde »

La COP21 est une conférence de l'ONU. Elle garantit donc une égalité de temps de parole pour tous les orateurs, quelle que soit leur pays d'origine. La conférence de Paris a commencé par les prises de parole des chefs d'État et de gouvernement. Au cours des interventions, les représentants des îles se sont exprimés. Voici quelques extraits du discours de Enele So-poga, Premier ministre des Tuvalu, avec des inter-titres de Témoignages.

Aujourd'hui, nous sommes face à un des plus grands défis de l'humanité, le changement climatique. Pendant que nous condamnons dans les termes les plus forts les actes barbares infligés par des terroristes au peuple de France et à d'autres, nous devons saisir l'opportunité de la COP21 pour prendre les décisions les plus fortes pour protéger et sauver les humains des impacts catastrophiques du changement climatique. Pour un pays comme Tuvalu, notre survie dépend des décisions que nous prendrons à cette conférence. Les réfugiés que nous voyons aujourd'hui ne sont rien à côté de ceux auxquels le monde fera face si nous ne sommes pas capables de nous attaquer au changement climatique. Nous devons transformer l'économie mondiale en un avenir sans énergie fossile.

« Toute autre attitude sera honteuse »

Nous sommes face à des défis politiques à cette conférence. Nous devons arriver à un accord ou protocole juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention. Il doit inscrire fermement objectifs et principes. Tout autre chose voudrait dire au monde que nous ne sommes pas sérieux face au changement climatique.

J'encourage fermement quelques partenaires de négociation de mettre de côté nos problèmes intérieurs et de s'unir avec le monde pour un traité juridiquement contraignant. Toute autre attitude sera honteuse.

Nous devons tous nous engager à des actions substantielles pour l'atténuation. Nous sommes obligés



Après le passage de Pam aux Vanuatu. (photo Care Australia)

d'appliquer les Engagements nationaux et pas seulement communiquer dessus.

Le Traité de Paris doit être clair pour fixer un but pour le futur. Pour les Petits États insulaires en développement, le groupe des Pays les moins avancés et beaucoup d'autres, maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 degré par rapport à l'ère préindustrielle est critique.

J'appelle les peuples de l'Europe de réfléchir attentivement à leur obsession de 2 degrés. Nous devons viser le meilleur avenir possible et non un compromis faible.

Construire ensemble notre futur

Tuvalu souffre déjà des impacts du changement climatique. Le cyclone Pam en début d'année a eu un effet dévastateur sur notre économie. Si

nous sommes reconnaissants des secours que nous avons reçus par les organisations caritatives, cette réponse au changement climatique ne peut pas continuer. Nous avons besoin d'un mécanisme permanent pour Perte et Dommage ancré dans le traité de Paris pour nous donner l'assurance que la réponse nécessaire au changement climatique est à venir.

Le traité de Paris devra avoir des objectifs clairs qui protègent les droits humains, il devra promouvoir l'égalité des sexes, le respect des droits des peuples indigènes et assurer que toutes les actions protégeront l'environnement.

L'heure a sonné. Nous devons être ensemble et construire notre futur. Un nouveau traité complet sur le changement climatique est notre but. Faisons-le maintenant. Faisons-le pour le futur de l'humanité. Faisons-le pour Tuvalu. C'est pourquoi si nous sauvons Tuvalu, nous sauvons le monde.

Transition énergétique, adaptation, solidarité et protection des forêts

COP21 : les premières décisions

Le 30 novembre, premier jour de la COP 21 a été marqué par une série d'annonces et d'initiatives de lutte contre le changement climatique, portant notamment sur les subventions aux combustibles fossiles, l'aide aux pays vulnérables et l'innovation. Un communiqué de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique en donne un premier aperçu.



Lancement de l'Alliance solaire internationale, le 30 novembre 2015 à Paris.

La Banque mondiale a annoncé une initiative de 500 millions de dollars des États-Unis par l'Allemagne, la Norvège, la Suède et la Suisse. L'initiative Transformative Carbon Asset Facility aidera les pays en développement à mettre en œuvre leurs plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, des incitatifs à l'élimination des subventions aux combustibles fossiles pourraient être offerts.

Les "amis de la réforme des subventions aux combustibles fossiles" (en anglais Friends of Fossil Fuel Subsidy Reform) et le groupe des dirigeants d'entreprise Prince of Wales ont aussi mis les projecteurs sur ces subventions. Réunissant une coalition de presque 40 gouvernements et de centaines d'entreprises et organisations internationales, ils ont réclamé leur suppression.

Aider les plus vulnérables

L'aide aux populations les plus vulnérables au changement climatique a aussi fait l'objet de deux annonces.

Une nouvelle initiative pour renforcer la résilience au climat – « Anticiper, Absorber, Refaçonner » – a été présentée par le Secrétaire général de l'ONU. Elle aidera à répondre aux besoins de 634 millions de personnes qui vivent près des régions côtières. L'initiative regroupera les efforts des gouvernements, de l'ONU, du secteur privé et d'autres parties prenantes pour une période de cinq ans.

Le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) a pour sa part annoncé que 11 donateurs se sont engagés à verser 250 millions de dollars au Fonds pour les pays les moins

avancés. Ils soutiendront l'adaptation des pays les plus vulnérables au changement climatique.

Énergie propre

En matière d'énergie renouvelable, l'Inde et la France ont lancé l'Alliance solaire internationale pour stimuler le solaire dans les pays en développement. L'initiative comprend 120 pays avec l'objectif de mobiliser 1 000 milliards de dollars d'ici 2030 pour favoriser un déploiement massif et abordable de solaire. Une vingtaine de pays dotés de grandes économies ont axé leurs efforts sur l'innovation. Ils ont lancé la Mission Innovation, prévoyant de doubler les investissements en recherche et développement à 20 milliards de dollars sur cinq ans. Ils veulent accélérer les progrès publics et privés dans le secteur de l'énergie propre.

Six chefs d'État et de gouvernement se sont alliés à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international pour demander aux entreprises et aux pays de tarifier le carbone. Les pays participant à l'appel sont l'Allemagne, le Canada, le Chili, l'Éthiopie, la France et le Mexique.

La solution forestière

Les chefs de gouvernement de pays forestiers et leurs partenaires ont publié une déclaration endossant les forêts en tant que solution clé pour le climat. Ils se sont engagés à agir de façon urgente pour promouvoir un développement économique rural équitable, en ralentissant et inversant la déforestation.

Oté

I diskite pa avèk in kouyon, i donn ali rézon !

Lindi la rouvèr la COP 21 é la komans débat pou oir si lé posib pa fé rogoumant la tanpératir plis in degré édmi, sansa dé degré pars si i dépas sa l'imanité i gingn ar pi anparé. I konèt ar pi kèl otèr la mèr va monté. I konèt ar pi la fors siklone avèk ra d'maré. I oira pi tro bien kosa va gingn ankor planté é ousa. Donk sé dir si lé irzan pou pran bann mézir k'i fo pou kal in pé lo réshofman klimatik.

Sa i vé dir in promyé z'afèr : sé lo moun ké lé résponsab lo réshofman klimatik é sa la pa in n'afèr natirèl pou vréman. In dézyèm z'afèr : sé lo sistèm k'i gouvèrn lo mond ké lé résponsab lésploityasyon bann zénèrzi fosil. Mé sa i vé dir osi, si lo mond i vé li lé kapab fé in n'afèr pou anpèsh lo réshofmann klima. Donk sé in n'afèr k'i pé kontrolé si lo bann péi i vé.

Na ankor in n'afèr mi vé dir é demoun i doi pa obliyé. Lo promyé pèrsone pou an avoir tir lo signal d'alam sé in rényoné é so rényoné-la sé Paul Vergès. Son bann z'advèrsèr i pé di sak zot i vé, malparl ali, krétik ali, mé sé li an promyé ké la signal so gran danjé. In pé la fout de sa tèt, in pé la pétète trouv li déblok mé sé li ké té i di la vérité é sa lé vré dopi vin-t'an.

Sé l'èr k'in kozman i ariv dann mon tèt k'i di konmsa : « I diskit pa avèk in kouyon, i donn ali rézon »... mé i diré, dann nout péi, la ras kouyon la pa mor.

Justin

« Lo sal i sali lo prop » - In kozman pou la rout

Lé konmsa é pa otroman. Ni pé oir sa par nou mèm kan ni vé. Ni pé rokomans l'espèryans mil foi é nou va trouv lo mèm rézilta. Sa sé pou dir si in moun-mèm in bon moun-nana mové frékantasyon sa va gat ali. I di pa kan ou i frékant lo shien ou i gingn lo pis ? I fo rokonèt sa la pa in kozman optimis. Mé ni pé pran lo kontro-pyé : ni pé romark par nou mèm si lo mové z'égzanp i égzis é si sa i détrui désèrtin moun, lo bon z'égzanp i égzis osi, li pé mèm ète in kontajyon pou désèrtin. Si ou i pran pou modèl in moun i viv bien konm k'i fo, ou i pé rann aou méyèr. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.